Trouver un équilibre : les mesures sociales et de santé publique République démocratique du Congo

Ce rapport présente les résultats d'une enquête téléphonique réalisée auprès de 1301 personnes en septembre 2021, ainsi que des données épidémiologiques et secondaires locales. Cette enquête a été validée par le Comité national d'éthique de la santé du ministère de la Santé, avec pour objectif d'étudier les expériences vécues par la population et les réactions du grand public aux mesures sociales et de santé publique (MSSP) prises pour lutter contre la transmission de la COVID-19. Il s'agit du quatrième rapport du PERC depuis le début de la pandémie (voir le premier, le deuxième et le troisième rapport).

Quels sont les points essentiels à retenir de ce rapport?

Quelle est la situation?

En République Démocratique du Congo (RDC), la troisième vague d'infections a commencé en juin 2021 et atteint un pic de 370 nouveaux cas déclarés par jour avant que les chiffres ne baissent en août. Bien que cette vague ait été plus importante que les précédentes, le nombre de cas au moment du pic ne correspondait qu'à 4 cas pour un million de personnes. La RDC est confrontée à de nombreuses épidémies et un conflit en cours qui compliquent les efforts de riposte à la COVID-19.

Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Depuis février 2021, le soutien envers le MSSP que le gouvernement a appliquées (puis levées) au cours de la vague la plus récente a beaucoup baissé, notamment les restrictions de déplacement et la limitation des rassemblements.

Perception des risques et information sur les risques

La perception des risques individuels d'infection par la COVID-19 est faible, ce qui est cohérent avec le fait que relativement peu de cas de COVID-19 ont été signalés et que les autres sources de préoccupation à l'échelle nationale sont nombreuses. Cette faible perception des risques va de pair avec de faibles niveaux de soutien envers les MSSP et une faible probabilité déclarée de se faire vacciner.

Aperçu des données nationales sur la COVID-19 à la date du 3 octobre 2021

Taux de vaccination Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19	<0.1%
Nombre de doses de vaccins dans le pays	816,810
Taux d'incidence cumulée pour 100 000 personnes	64
Nombre total de cas signalés	57,046
Nombre de décès confirmés liés à la COVID-19	1,087

Source de données: Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies

Croyances sur le vaccin et acceptation du vaccin

Le nombre de répondants qui a l'intention de se faire vacciner est plus élevé qu'en février 2021, même si la proportion reste faible par rapport aux autres États membres de l'Union Africaine où l'enquête a été réalisée. Un total de 60 % des répondants déclarent avoir reçu au moins une dose de vaccin ou prévoir de se faire vacciner, ce qui laisse penser qu'il existe une demande importante non satisfaite parmi les personnes non encore vaccinées en RDC. Moins de 0,1 % de la population avait été vaccinée à la date du 3 octobre 2021.

Charges secondaires

Comme dans les enquêtes précédentes, les niveaux de perte de revenus (77 %) et de repas manqués (47 %) restent élevés. Il faut noter que près de trois répondants sur quatre déclarent que les prix élevés des denrées alimentaires sont un obstacle à l'accès à la nourriture, ce qui reflète l'augmentation des prix des denrées alimentaires observé depuis le début de la pandémie.

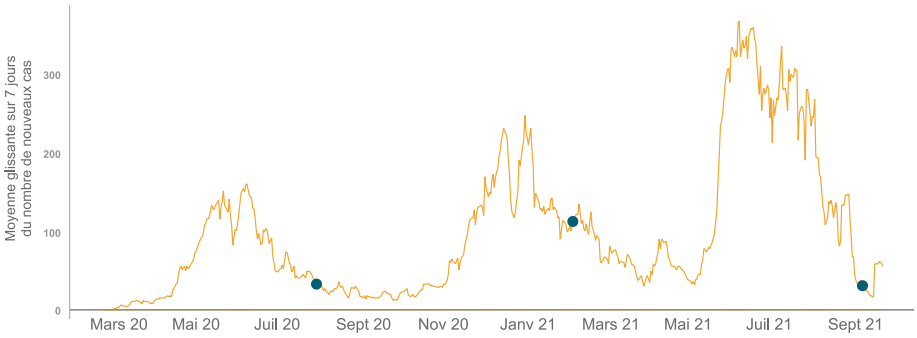
Quelles sont les tendances clés présentées dans ce rapport ?

Le faible nombre de cas et la faiblesse des capacités de dépistage, associés à de fortes charges secondaires et de nombreuses autres épidémies dont les effets sont importants, contribuent à entretenir une faible perception des risques et à réduire le soutien envers les MSSP.

	Août 2020	Févr 2021	Sept 2021
Soutien reçu pour rester chez soi	66%	↓ 53%	↓ 43%
Perception des risques individuels	25%	→ 26%	→ 22%
Satisfaction envers la réponse du gouvernement	82%	→ 79%	↓ 66%
Vacciné(e)/se fera probablement vacciner	*	52%	↑ 60%
Perte de revenus depuis le début de la pandémie	75%	→ 78%	→ 77%

* Les vaccins n'étaient pas disponibles à la date de l'enquête.

Les modifications de pourcentage de + ou – 5 % sont indiquées par une flèche vers le haut ou vers le bas.



Quel est le contexte qui influence la riposte au COVID-19 dans le pays?

** Note : Les personnes les plus touchées par le conflit en cours en Ituri et au Nord Kivu ne sont probablement pas incluses dans l'échantillon de l'enquête. Comme lors de l'enquête de février 2021, une grande partie des répondants viennent de foyers qui bénéficient d'un niveau d'éducation plus élevé (69 % des personnes de l'échantillon ont terminé un parcours universitaire ou ont encore poursuivi leurs études) et d'un niveau de revenus plus élevé (32 % des répondants déclarent faire partie de la catégorie de revenus la plus élevée).*

À partir du début du mois de juin 2021, la RDC a été confrontée à une troisième vague de nouvelles infections de COVID-19 qui s'est avérée la plus forte et qui a atteint un pic de 370 nouveaux cas déclarés par jour à la mi-août. Face à l'augmentation du nombre de cas, le gouvernement a appliqué un nouvel ensemble de MSSP qui sont restées en vigueur jusqu'à la mi-août, juste avant la réalisation de cette enquête, qui s'est déroulée au moment où la plupart des couvre-feux avaient été levés et les jauges avaient été augmentées. Les capacités de dépistage sont restées limitées, en particulier dans les zones rurales et reculées, pendant toute la pandémie, ce qui laisse penser que de nombreux cas ne sont toujours pas détectés. Le variant Delta a été détecté pour la première fois le 20 avril 2021 et a probablement été un facteur dans la récente vague d'infections. La COVID-19 est à l'origine du décès de 32 parlementaires (5 % des effectifs), ce qui a suscité des rumeurs sur la cause de leur décès.

De nombreux problèmes de sécurité, des épidémies et des catastrophes naturelles ont limité la capacité de la RDC à lutter contre la COVID-19 cette année. À partir de fin avril-2021, un regain de violence dans les affrontements entre des groupes armés et le gouvernement en Ituri et au Nord Kivu a causé la mort de centaines de civils et provoqué le déplacement de plus de 20 000 personnes. La RDC est aussi confrontée à des épidémies de méningite et de fièvre typhoïde, ainsi qu'à des épidémies de variole du singe, de choléra, de peste et de fièvre jaune. En début d'année, une épidémie d'Ebola au Nord Kivu a été rapidement endiguée, mais elle a nécessité la mobilisation de 500 travailleurs de première ligne. Début octobre 2021, une autre épidémie d'Ebola a été détectée près de Beni. Pendant trois semaines en juillet, des médecins du secteur public ont lancé une grève nationale pour demander de meilleurs salaires et davantage de soutien de la part de l'administration. En mai 2021, l'éruption du Mont Nyiragongo près de la ville de Goma a provoqué le déplacement de 500 000 personnes, submergé les hôpitaux locaux, et fait 31 morts.

La RDC n'a quasiment reçu aucun approvisionnement en vaccins contre la COVID-19 pendant la majeure partie de l'année 2021 et affiche aujourd'hui un des taux de vaccination les plus faibles du monde. Elle a reçu une première livraison de vaccins AstraZeneca du programme COVAX le 3 mars 2021. La plupart n'ont pas été utilisés (et ont fini par être redistribués aux pays voisins) après que le gouvernement ait interrompu sa campagne de vaccination suite à la suspension de l'utilisation de ce vaccin par de nombreux pays de l'Union Européenne pour en étudier de possibles effets indésirables graves. Ce n'est qu'en septembre 2021, lorsque la RDC a reçu une nouvelle livraison importante de vaccins importante, cette fois-ci des vaccins Moderna, que le président Félix Tshisekedi et sa femme ont reçu leurs premières doses de vaccin en public permettant ainsi de lancer la campagne de vaccination. À l'heure actuelle, seules 136 000 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin (moins de 0,1 % de la population) et 36 000 ont été complètement vaccinées.

La RDC a appliqué de nouvelles MSSP pendant le pic de nouvelles infections en juin 2021 avant de les alléger en août.

Soutien envers les mesures sociales et de santé publique et adhésion déclarée

Les mesures sont-elles soutenues et suivies par la population ?

Ce que révèlent les données

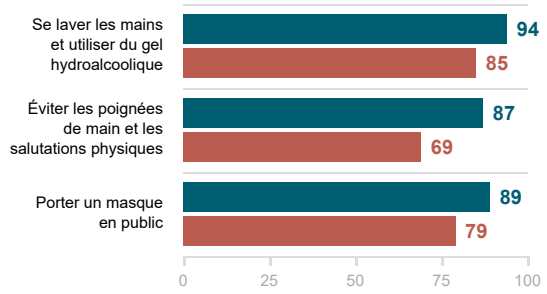
Dans l'ensemble, le soutien envers les MSSP et l'adhésion déclarée à ces mesures sont faibles en RDC, à la fois par rapport aux enquêtes précédentes et par rapport aux autres États membres. Le soutien aux MSSP appliquées récemment a baissé de façon particulièrement importante, ce qui suscite des inquiétudes quant au futur respect des mesures.

- Le soutien des restrictions des rassemblements et concernant les lieux de culte (mesures en vigueur entre la mi-juin et la mi-août 2021) est plus faible qu'en février 2021 et atteint le niveau le plus faible parmi tous les États membres où l'enquête a été réalisée. Ces mesures sont devenues très politiques alors que le gouvernement est accusé d'utiliser ces MSSP pour contrôler l'opposition, en particulier après des manifestations violentes sur la question de l'indépendance de la commission électorale en juillet 2021.
- Le soutien envers les mesures individuelles, comme le lavage des mains et le port du masque, reste autour de 90 %, mais l'adhésion déclarée a diminué régulièrement depuis août 2020. La couverture vaccinale étant faible, ces mesures devront peut-être continuer d'être appliquées à l'avenir. C'est pourquoi le gouvernement pourrait envisager de s'appuyer sur le soutien exprimé aux mesures utilisées pour lutter contre d'autres épidémies, comme les épidémies de choléra et de typhoïde, pour améliorer l'adhésion au lavage des mains et à d'autres MSSP individuelles.
- Les répondants qui pensent avoir un risque individuel élevé d'attraper la COVID-19 soutiennent et respectent davantage les MSSP que ceux qui ont une faible perception des risques.

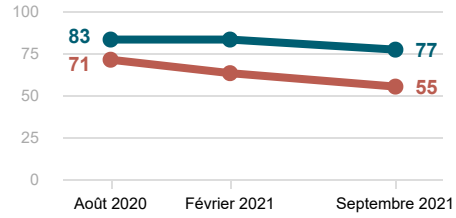
Mesures individuelles

Le soutien envers les mesures individuelles a diminué légèrement depuis août 2020, mais vu que le soutien envers ces mesures et l'adhésion à ces mesures sont étroitement liés au niveau d'éducation, ces résultats sont probablement biaisés vers le haut du fait du profil de la population interrogée.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de protection individuelle en septembre 2021*



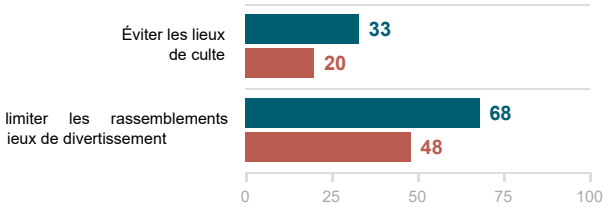
*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de protection individuelle (score composite)*



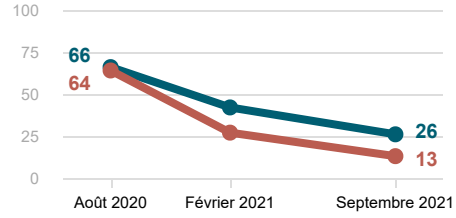
Mesures de restriction des rassemblements

Le soutien envers les mesures de restriction des rassemblements et l'adhésion déclarée à ces mesures étaient déjà faibles en février 2021 et ils ont encore baissé en septembre.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des rassemblements en septembre 2021*



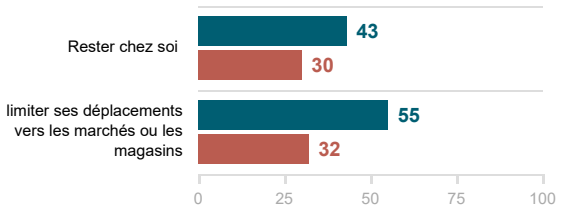
*Tendance du pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des rassemblements (score composite)*



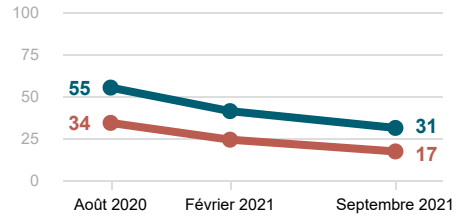
Mesures de restriction des déplacements

Le soutien envers les mesures de confinement a baissé de 20 % depuis février 2021. Le soutien envers les mesures invitant à limiter les déplacements au marché est le plus faible parmi tous les États membres où l'enquête a été réalisée, ce qui reflète la forte inquiétude ressentie quant aux questions d'accès à la nourriture et d'emploi.

*Pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à chaque mesure de restriction des déplacements en septembre 2021*



*Tendance en pourcentage de personnes qui **soutiennent** et **adhèrent** à toutes les mesures de restriction des déplacements (score composite)*



Comment les répondants perçoivent-ils les risques?

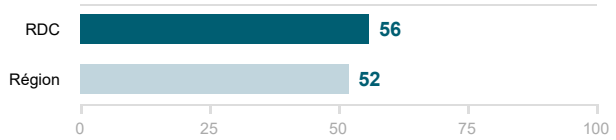
Ce que révèlent les données

Plus de la moitié des répondants pensent que la COVID-19 représente une menace pour leur pays, et quatre répondants sur 10 déclarent que le virus est une de leurs trois préoccupations majeures. Cependant, la perception des risques individuels liés à la COVID-19 reste faible (22 %), ce qui est probablement dû au fait que le nombre de cas déclarés est faible, et peut contribuer au fait que le niveau de soutien envers les mesures de restriction des déplacements et des rassemblements diminue. Les revenus et l'emploi sont les sources d'inquiétude les plus souvent citées par tous les groupes démographiques.

- Les répondants dont la perception des risques est faible soutiennent et respectent moins toutes les MSSP que ceux qui ont une forte perception des risques, et ils ont aussi une probabilité plus faible de déclarer avoir reçu au moins une dose de vaccin ou avoir l'intention de se faire vacciner. De plus, la faible perception des risques est la première raison invoquée pour expliquer les réticences à se faire vacciner parmi les personnes qui déclarent qu'elles ne se feront probablement pas vacciner.
- Les répondants qui souffrent d'une maladie chronique sont davantage préoccupés par le fait que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé (47 % versus 39 %), ce qui laisse penser que les informations sur les risques liés aux comorbidités atteignent cette population particulièrement vulnérable.

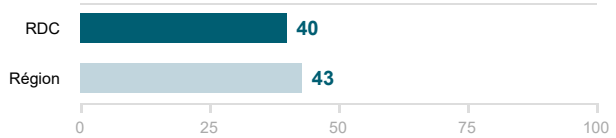
Comment les répondants perçoivent-ils les risques associés à la COVID-19?

56% pensent que la COVID-19 va toucher de nombreuses personnes dans leur pays



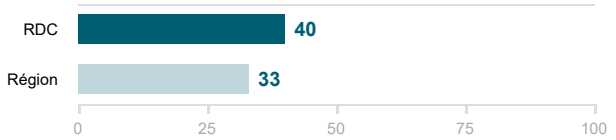
22% pensent avoir un risque individuel élevé de contracter la COVID-19

40% pensent que la COVID-19 pourrait nuire gravement à leur santé

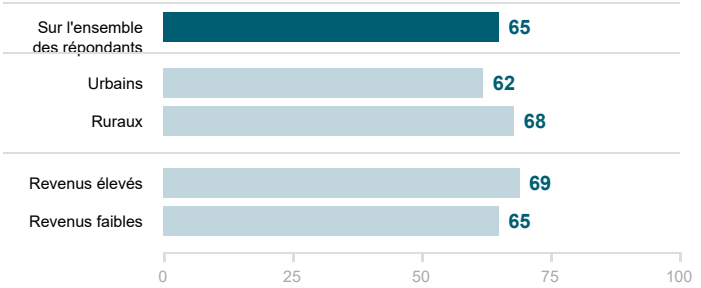


Dans quelle mesure la population est-elle préoccupée par la COVID-19 ?

40% déclarent que la COVID-19 est leur principale préoccupation



65% sont inquiets à l'idée de reprendre une activité normale.



Les problèmes qui inquiètent le plus la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Accès au revenus/travail/chômage	59%
La pandemie COVID-19	40%
Accès à l'alimentation	30%

En qui la population a-t-elle confiance?

Ce que révèlent les données

Le niveau de satisfaction envers la riposte du gouvernement à la pandémie a baissé de 13 % depuis février 2021. En parallèle, la confiance en la riposte du gouvernement reste forte (81 %), mais elle a baissé de 8 % depuis février. Les niveaux de satisfaction envers la riposte du gouvernement à la pandémie et envers les institutions gouvernementales sont tous les deux fortement associés à la probabilité de se faire vacciner. Il existe donc un risque que l'érosion de la confiance compromette la campagne de vaccination de la RDC, quand bien même l'approvisionnement en vaccins s'améliorerait.

- Les répondants qui expriment leur satisfaction de la riposte du gouvernement à la pandémie sont plus nombreux à déclarer qu'ils se feront probablement vacciner (65 % vs. 53 %), et c'est aussi le cas des répondants qui expriment leur confiance envers la réponse du président (62 % vs. 52 %) et celle du ministère de la Santé (62 % vs. 55 %).
- La satisfaction et la confiance envers la riposte du gouvernement sont associées au soutien envers les MSSP individuelles et à l'adhésion à ces mesures. Cependant, contrairement à ce qui se passe dans d'autres États membres où l'enquête a été réalisée, elles ne sont pas associées à un soutien envers les restrictions des déplacements ou des rassemblements ni à une adhésion déclarée à ces mesures.
- La confiance envers le ministère de la Santé reste stable avec près de trois répondants sur quatre exprimant lui faire confiance (77 %), et ce malgré l'arrestation de l'ancien ministre accusé d'avoir détourné $6 millions de fonds d'aide à la lutte contre la COVID-19.

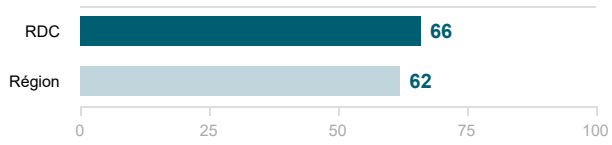
Pour les répondants, les médias locaux (la télévision comme la radio) sont les sources d'informations sur la COVID-19 les plus fiables, suivis de près par les structures et les professionnels de santé. Les médias locaux étant à la fois utilisés comme une source d'informations sur la COVID-19 et considérés comme fiables (par 54 % des répondants), les responsables politiques doivent poursuivre leurs efforts et utiliser ces plateformes pour dissiper les fausses informations et diffuser des informations sanitaires exactes, notamment sur les MSSP qui ont vu leur niveau de soutien baisser.

- Facebook, Whatsapp et Twitter sont considérés par les répondants comme les sources d'informations sur la COVID-19 les moins fiables, ce qui laisse penser que les médias sociaux ne sont peut-être pas le moyen le plus efficace pour diffuser des informations sur la pandémie.

Que pensent les répondants des institutions de leur pays?

La satisfaction exprimée envers la réponse du gouvernement à la pandémie est légèrement plus élevée qu'au Cameroun, l'autre pays de la région où l'enquête a été réalisée, et cinq pour cent en dessous de la moyenne (71 %) dans l'ensemble des États membres. Le haut niveau de confiance exprimé envers la réponse du président à la pandémie correspond aux résultats d'un sondage récent réalisé par l'International Republican Institute, qui montre que le président bénéficie d'une cote de popularité globalement élevée (69 %), même si les chiffres de notre enquête sont encore plus hauts. Le médecin de famille reste l'institution en qui les répondants ont le plus confiance en ce qui concerne la riposte à la COVID-19, et cette confiance a augmenté de 20 % depuis février 2021.

66% sont satisfaits de la réponse du gouvernement à la pandémie



Classement des tres institutions et personnalités les plus fiables aux yeux de la population

Pourcentage de personnes qui déclarent s'inquiéter à propos d'un problème en particulier

Médecin traitant	85%
Président(e)/Chef(fe) d'État	81%
Centre de santé/Hôpital	81%

Les répondants croient-ils les informations exactes?

La compréhension des éléments essentiels de la transmission de la COVID-19, à savoir le fait que la maladie peut être asymptomatique et que l'apparition des symptômes peut être retardée, est similaire en RDC à celle des répondants des autres États membres où l'enquête a été réalisée. Cependant, parmi les États membres où l'enquête a été réalisée, la RDC est le deuxième pays, derrière le Cameroun, où le nombre de répondants qui pensent que des remèdes à base de plantes peuvent guérir la COVID-19 est aussi élevé. Contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres États membres, cette croyance est partagée dans les contextes urbains et ruraux, et aussi bien parmi les répondants dont les revenus sont les plus faibles que parmi ceux dont les revenus sont les plus élevés.

Sources d'information auxquelles la population fait le plus confiance

Pourcentage de personnes déclarant faire confiance aux sources d'information sur la COVID-19

Télévision locale	63%
Radio locale	62%
Centre de santé/Professionnel de santé	60%

76% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne jamais présenter de symptômes mais restent contagieuses pour les autres.

74% comprennent que les personnes contaminées peuvent ne présenter aucun symptôme pendant cinq à 14 jours.

68% pensent que l'on peut guérir de la COVID-19 avec des remèdes à base de plantes.

52% pensent devoir éviter les agents de santé par crainte de contracter la COVID-19 à leur contact.

Croyances sur le vaccin et acceptation du vaccin

La population souhaite-t-elle se faire vacciner ?

Les questions de cette enquête ont pour objectif de décrire les possibilités d'aceptation du vaccin contre la COVID-19 et de permettre de cibler des populations avec des campagnes d'information. Nous présentons donc des chiffres sur les personnes qui déclarent être vaccinées ou qui vont probablement se faire vacciner et sur celles qui ne se feront probablement pas vacciner. Cette enquête n'a pas pour objectif de valider ou non une campagne de vaccination.

Ce que révèlent les données

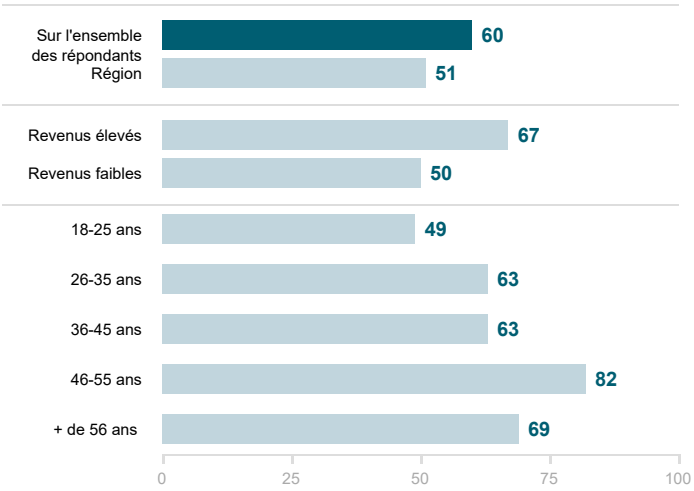
Bien que les répondants en RDC soient plus nombreux à déclarer avoir l'intention de se faire vacciner (60 %) en septembre 2021 qu'en février 2021 (52 %), ce chiffre reste parmi les plus faibles obtenus dans les États membres où l'enquête a été réalisée. Selon le gouvernement, moins de 0,1 % de la population a déjà été vacciné et les résultats de l'enquête indiquent qu'une grande partie de la population souhaiterait se faire vacciner si on lui en donnait la possibilité. Alors que le président et le célèbre microbiologiste et leader du secteur de la santé Jean-Jacques Muyembé se sont fait vacciner et que de nouvelles doses de vaccins à ARN messager ont été livrées, les efforts en matière de vaccination doivent s'accompagner de campagnes d'information, afin de susciter la confiance des personnes qui hésitent actuellement à se faire vacciner.

- Près de la moitié des répondants disent vouloir plus d'informations sur les différents types de vaccins et sur comment ils fonctionnent, ainsi que des informations sur leur éligibilité, le calendrier vaccinal et l'accès au vaccin. Étant donné la forte confiance exprimée envers la télévision et la radio, les responsables politiques devront continuer à utiliser ces médias pour diffuser des informations sur le vaccin et la logistique de la campagne de vaccination.
- Parmi les répondants qui déclarent qu'ils ne se feront probablement pas vacciner, les deux principales raisons invoquées sont le manque d'information et une faible perception des risques, ce qui laisse penser que ce groupe pourrait être susceptible de répondre positivement à des campagnes d'information ciblées sur les vaccins et les risques liés à la COVID-19.

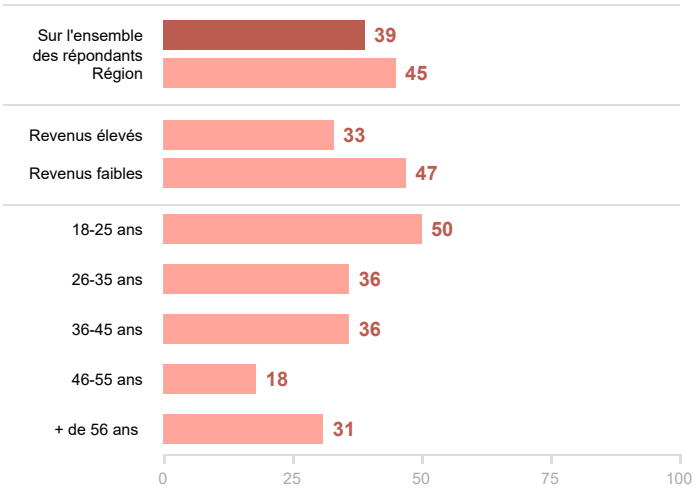
Combien de personnes se sont fait vacciner ou prévoient de le faire ?

Moins de 5 % des répondants déclarent ne pas être sûrs de vouloir se faire vacciner et c'est la raison pour laquelle cela n'apparait pas ici. Les pourcentages présentés sont représentatifs de l'échantillon complet.

60% sont vaccinées ou vont probablement se faire vacciner



39% ne vont probablement pas se faire vacciner



Que pensent les répondants des vaccins contre la COVID-19 ?

Informations principales que les répondants souhaitent avoir sur le vaccin

Pourcentage de personnes qui déclarent chaque information

Qu'est-ce qu'il y a dans le vaccin ? Comment est-il fabriqué ? Comment le vaccin fonctionne-t-il ?	44%
Est-il efficace ? Est-ce que je vais pouvoir reprendre une vie normale après avoir été vacciné ?	29%
Quand vais-je être vacciné ?	28%

Principales réticences des répondants à l'idée de se faire vacciner

Parmi les répondants qui ont indiqué refuser la vaccination, les raisons invoquées étaient les suivantes :

Je ne pense pas que je risque d'attraper le virus	25%
Je n'en sais pas encore assez sur le vaccin pour prendre une décision	19%
Manque de confiance par ex. envers le vaccin, le gouvernement	16%

La population est-elle contrainte d'annuler ou de reporter des soins médicaux ?

Ce que révèlent les données

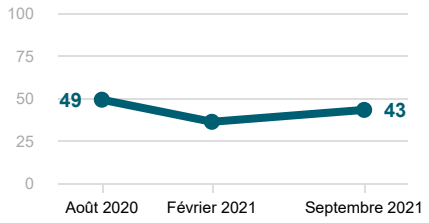
La proportion de répondants déclarant être confrontés à des obstacles pour accéder aux médicaments et celle des répondants qui déclarent avoir annulé ou reporté des rendez-vous médicaux ont toutes les deux diminué entre août 2021 et février 2021. Cependant, cette diminution ne s'est pas poursuivie jusqu'en septembre 2021. Le nombre de répondants qui ont eu des difficultés à accéder aux médicaments au cours des trois mois précédents a augmenté, et la proportion de répondants qui déclarent avoir annulé ou reporté des rendez-vous médicaux au cours des six derniers mois est restée à peu près la même qu'en février 2021. La mise en œuvre de nouvelles MSSP au cours de la troisième vague d'infections ainsi que la grève des médecins et le fait que les structures de santé sont débordées ont probablement contribué à ces difficultés d'accès aux soins.

- Les rendez-vous de médecine préventive, notamment les suivis, les rendez-vous de diagnostic et ceux de santé reproductive, constituent les trois types de rendez-vous les plus fréquemment annulés ou reportés. Le coût et l'accessibilité financière sont les premières raisons invoquées pour annuler ou reporter un rendez-vous, suivis par les perturbations des services dans les structures de santé.
- La proportion de répondants dont les revenus sont les plus faibles qui ont des difficultés d'accès aux services de santé essentiels a augmenté par rapport à celle des répondants dont les revenus sont les plus élevés. Cela laisse penser que le faible pourcentage de foyers dont les revenus sont les plus faibles dans l'échantillon de l'enquête ne permet pas d'estimer la charge qui pèse sur l'ensemble de la population en RDC.

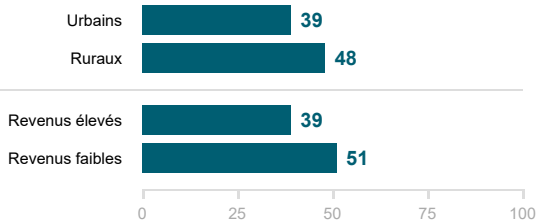
Difficulté d'accès des foyers aux médicaments

Les répondants vivant en zone rurale et ceux dont les revenus sont les plus faibles sont plus nombreux que les répondants vivant en zone urbaine et ceux dont les revenus sont les plus élevés à déclarer avoir des difficultés pour accéder aux médicaments, ce qui reflète probablement des obstacles liés au coût et à des questions logistiques.

Tendance du pourcentage de foyers qui ont eu des difficultés d'accès aux médicaments au cours des trois dernier mois



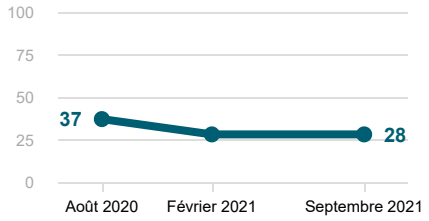
Pourcentage de foyers qui ont des difficultés d'accès aux médicaments



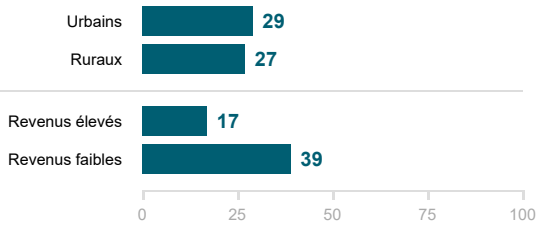
Annulation ou report de rendez-vous médicaux

Concernant la question des disparités de niveaux de revenus, les répondants qui ont perdu la totalité de leurs revenus ont deux fois plus de probabilité d'annuler ou de reporter un rendez-vous médical que ceux qui n'ont rien perdu de leurs revenus depuis le début de la pandémie (31 % versus 17 %).

Tendance en pourcentage de foyers qui ont annulé ou reporté leurs rendez-vous médicaux



Pourcentage de personnes qui annulent ou repoussent des rendez-vous médicaux par catégorie de rendez-vous



Raisons invoquées pour annuler ou reporter un rendez-vous médical

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Coût/accessibilité financière	32%
Perturbation du fonctionnement des établissements de santé	15%
Responsabilités d'aidant	13%
Restrictions de mobilité / Problèmes de transport	12%
Crainte de contracter la COVID-19	11%

Nature des rendez-vous médicaux annulés ou reportés

Les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses

Consultation générale/Examen de routine	38%
Diagnostic/Symptômes	33%
Santé reproductive, maternelle et infantile	27%
Maladie transmissible	17%
Maladie non transmissible	15%

Les répondants sont-ils confrontés à des perte de revenus ou une situation d'insécurité alimentaire ?

Ce que révèlent les données

Les répondants continuent à connaître des niveaux alarmants de perte de revenus et de grandes difficultés d'accès à la nourriture. C'est surtout l'augmentation du prix des denrées alimentaires qui apparait comme la cause de nombreuses difficultés, et très peu de répondants déclarent avoir reçu une aide supplémentaire du gouvernement depuis le début de la pandémie.

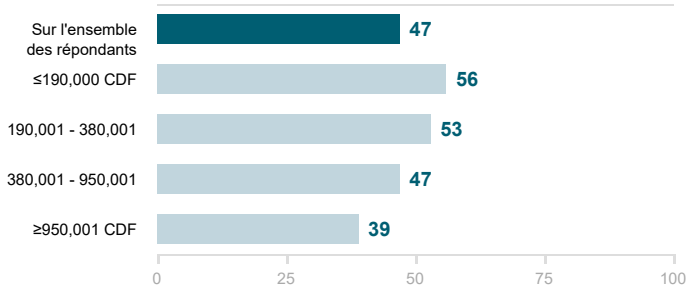
- D'après World Vision, entre février 2020 et juillet 2021, le prix des denrées alimentaires en RDC a augmenté de 10,9 %, alors que la croissance réelle du PIB en 2020 a stagné à - 0,1 %. Dans ce contexte, près de trois répondants sur quatre ont déclaré que la hausse des prix alimentaires représente un obstacle à l'accès à la nourriture.
- La RDC reste le pays où se trouve le plus grand nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde, avec environ 27,3 millions de personnes qui sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aigüe entre février et juillet 2021. Il n'est pas prévu que cette situation s'améliore dans un avenir proche. D'après la dernière analyse sur la malnutrition aigüe réalisée selon l'IPC, près de 900 000 enfants de moins de cinq ans seront probablement sous-alimentés d'ici août 2022.
- La proportion de répondants ayant reçu une aide du gouvernement était faible en août 2020 (12 %), et elle a diminué à chaque nouvelle enquête, pour atteindre 5 % en septembre 2021. En juin 2021, la Banque mondiale et la RDC ont annoncé l'expansiond'un programme de financement de 250 millions de $ pour améliorer l'accès à des moyens de subsistance et les infrastructures socioéconomiques des communautés vulnérables du pays.

Pourcentage de personnes signalant chaque obstacle :

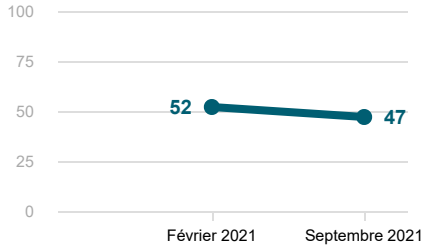
Baisse de revenus	64%
Augmentation du prix des denrées alimentaires	73%
Fermeture des marchés	40%
Restriction des déplacements	37%
Pénuries d'approvisionnement alimentaire dans les marchés	58%

Sautent des repas

Pourcentage de foyers qui sautent des repas par catégorie



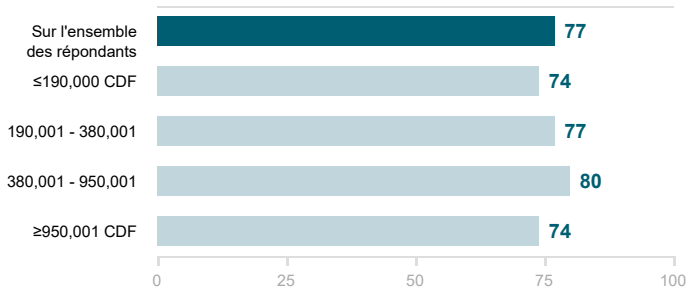
Pourcentage de foyers qui ont sauté des repas au cours de la période



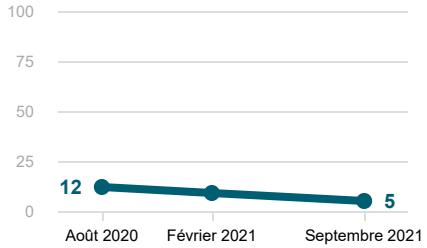
Remarque : en août 2020 aucune donnée n'a été collectée sur les foyers qui sautaient des repas

Sont confrontés à une perte de revenus et reçoivent une aide du gouvernement

Pourcentage de foyers qui sont confrontés à une perte de revenus par catégorie



Pourcentage de foyers ayant récu une aide du gouvernement au cours de la période



Notes de fin

Notes sur le rapport

Les comparaisons régionales ont été effectuées sur la base des catégories suivantes : Afrique de l'Est (Éthiopie, Kenya, Ouganda, Soudan) ; Afrique de l'Ouest (Ghana, Nigéria, Libéria, Guinée Conakry, Sénégal, Côte d'Ivoire) ; Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Égypte), Afrique centrale (Cameroun, République Démocratique du Congo) et Afrique australe (Afrique du Sud, Mozambique, Zambie, Zimbabwe).

Les graphiques épidémiologiques des pages 1 et 2 de ce rapport représente la moyenne glissante sur 7 jours du nombre de nouveaux cas entre mars 2020 et octobre 2021. Lorsque des données sur le taux de positivité des tests et/ou sur la mobilité ne sont pas disponibles, ce graphique n'est pas présenté.

Les résultats complets de l'enquête sont disponibles ici et sur le tableau de bord en ligne du PERC. Pour des informations détaillées sur les sources des données, les méthodes appliquées et leurs limites, vous pouvez consulter preventepidemics.org/perc/.

- Ipsos a mené une enquête téléphonique auprès d'un échantillon représentatif de foyers à l'échelle nationale ayant accès à une ligne fixe ou à un téléphone portable. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, car la population qui n'a pas accès à un téléphone n'est pas représentée dans ces résultats. Les pourcentages qui apparaissent dans les tableaux d'Ipsos peuvent être différents des pourcentages communiqués dans d'autres documents PERC et d'autres supports de communication de ces données. Ces différences peuvent s'expliquer par le choix du dénominateur et/ou des pondérations.
- Les Centres africains de prévention et de contrôle des maladies (CDC Afrique) fournissent chaque jour des données épidémiologiques aux États membres de l'Union africaine (UA). CDC Afrique recueille les données sur les cas et décès enregistrés ainsi que les données de dépistage auprès de chaque État membre de l'UA. Tous les États membres de l'UA n'établissant pas des rapports journaliers, les chiffres peuvent parfois arriver tardivement, en particulier pour les données de dépistage qui sont généralement communiquées tardivement ou par lots périodiques (p. ex. hebdomadaires).
- D'autres données sont extraites de sources publiquement accessibles

Ces résultats ont été obtenus à partir des dernières informations disponibles provenant des sources énumérées au moment de l'analyse, et peuvent ne pas tenir compte des évolutions plus récentes ou de données provenant d'autres sources. Les données varient en termes d'exhaustivité, de représentativité et d'actualité.

Notes sur le pays

L'échantillon ayant participé à l'enquête au République Démocratique du Congo était composé de 1,316 adultes (684 vivant en zone urbaine, 632 vivant en zone rurale), dont les réponses ont été recueillies entre le 11 et le 20 février 2021.

Les catégories de revenus se fondent sur des données existantes concernant la répartition locale des revenus, qui ont été utilisées pour créer quatre catégories de revenus, définies comme suit :

- Revenu faible : revenus mensuels du foyer de 190 000 CDF et moins
- Revenu faible à moyen : revenus mensuels du foyer compris entre 190 001 et 380 000 CDF
- Revenu moyen à élevé : revenus mensuels du foyer compris entre 380 001 et 950 000 CDF
- Revenu élevé : revenus mensuels du foyer de 950 001 CDF et plus